

province de Québec. Cela est bien. Dans un pays comme le nôtre, en effet, les lois ne doivent pas être faites pour une province en particulier, mais pour le Dominion tout entier, de la façon la plus large possible.

M. RIVET: Le nom de ce journal, s'il vous plaît?

M. SCHAFFNER: La "Patrie."

M. RIVET: Quel numéro?

M. SCHAFFNER: En vérité, je ne sais pas. Je n'ai ici qu'une découpure; mais ça du être très dernièrement—dans les trois ou quatre derniers jours.

M. RIVET: Parfait.

M. SCHAFFNER: Je ne crois pas que l'honorable député trouve cela si parfait. Pour moi, je crois que tout homme bien pensant serait d'avis que c'est là un sentiment juste, digne de trouver son expression chez tous les Canadiens.

M. ERNEST ROY: Très bien.

M. SCHAFFNER: Je tiens à dire pour terminer qu'en donnant mon appui à l'amendement de mon chef, je le fais en toute sincérité et avec une parfaite bonne foi. Si je pouvais croire que ce projet du Gouvernement pût avoir quelque valeur pratique pour la protection de ce grand empire, je me ferais un devoir de l'appuyer; mais je ne vois pas comment cela se pourrait faire.

J'ai tâché de faire voir, en m'appuyant sur les meilleures autorités, qu'il y a occasion pressante. L'honorable député de Nanaïmo (M. Smith) a dit que nous pourrions avoir aujourd'hui une flotte passable si nous y avions pourvu il y a vingt ans. Il y a du bon là-dedans; mais l'Allemagne, il y a vingt ans, n'avait qu'une flotte bien exigüe, et les différentes nations n'avaient pas encore songé de s'armer dans les proportions où nous voyons qu'elles font aujourd'hui; ce qui constitue l'occasion pressante dont je parle.

Le leader de cette Chambre déclare que cette occasion ne se présentera pas avant au moins cinq ans. Or, quel est celui d'entre nous qui s'attende à ce que la flotte projetée soit prête avant dix ans, de façon à donner un service utile. Personne, j'en suis sûr, ne doute qu'il soit alors trop tard. Supposons qu'il se déclare une guerre à trois ans, quelles seraient les conditions de toutes ces colonies? Pour la Nouvelle-Zélande, elle sera prête à marcher avec son Dreadnought; l'Australie de même; et, dès que seront réglées les affaires de l'Afrique du Sud, cette partie de l'empire sera également, elle aussi je crois, prête à faire sa part. Et le Canada, où en sera-t-il? Il se tiendra avec prudence loin de l'action. Ainsi que l'a dit, je crois, l'honorable député de Marquette, il ne restera pour le Ca-

nada qu'à emboucher le mégaphone et à crier à l'ennemi: Ne venez pas de notre côté; nous sommes peut-être de bons coureurs; mais, pour nous battre, nous ne valons rien. Telle sera absolument la position du Canada, qui devra compter, pour la défense de sa petite marine, sur les Dreadnought de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie.

Et combien va coûter cette marine inférieure? Construite en Canada, \$15,000,000; construite en Angleterre, \$11,000,000. Quand les travaux s'achèveront, il faudra \$20,000,000, et \$5,000,000 annuellement, en frais d'entretien. Qui payera pour ces dépenses? Assurément pas les entrepreneurs ni les fabricants de munitions et d'uniformes. Ceux-ci vont s'enrichir, mais les frais seront supportés par les cultivateurs et le prolétariat.

Il a paru, hier soir, dans le "Star" de Montréal, un article des plus intéressants. J'ai indiqué, il y a quelque temps, combien nous devrions prendre garde à ce que nous disons du quatrième état. Le "Star" de Montréal est un journal de grande influence dans tout le pays; c'est peut-être le journal qui pénètre dans le plus grand nombre d'intérieurs canadiens: je le dis sans vouloir faire de réclame à cette gazette. Le "Star" pourtant n'a pas été juste hier soir, il me semble. Après avoir cogné sur chacun de nous, sans acception de parti, il nous assure qu'il nous indiquera ce soir quelle est sa politique. Nous attendons tous tant que nous sommes, avec beaucoup d'impatience, j'en suis sûr, ce que ce grand journal peut avoir à nous dire. On va nous proposer quelque grandiose politique navale; on fera savoir au Canada ce qu'il faut dire et ce qu'il faut faire.

Je ne puis m'empêcher parfois de songer aux avantages que ce pays retirerait de la présence, parmi nous, de quelques-uns de ces prêcheurs et de ces publicistes. Nous n'éprouverions plus autant d'embarras à formuler de beaux projets, non plus qu'à les réaliser. La presse est une belle institution; nous lui devons des remerciements sans fin; elle s'emploie à disséminer tout ce qui est bon. N'empêche que de fois à autre elle ne nous dise de dures choses. Mais attendons à ce soir; quand le "Star" nous arrivera, nous y trouverons ce que nous cherchons en fait de politique navale convenant à ce grand pays.

Monsieur l'Orateur, je n'avais pas idée que je parlerais aussi longtemps. Il me reste maintenant à me résumer et à vous présenter mes conclusions:

1. Je trouve intolérable la condition actuelle du Canada, qui est dans la dépendance absolue de la Grande-Bretagne pour sa protection navale;

2. Je crois que, si le peuple de ce pays pouvait se rendre compte que c'est bien là notre condition, il voterait presque unani-